



**Assistons-nous à une intériorisation psychique du  
modèle de marché? Table ronde présidée par  
Jean-Pierre Lebrun**

Ingrid France

► **To cite this version:**

Ingrid France. Assistons-nous à une intériorisation psychique du modèle de marché? Table ronde présidée par Jean-Pierre Lebrun. 1er colloque International de Psychopathologie et Psychanalyse du Lien Social "Actualités de la psychopathologie. Le sujet résiste-t-il à la nouvelle société de marché?", Université Louis Pasteur, Strasbourg, 16-18 mars 2006, Mar 2006, France. 22 p. halshs-00084414

**HAL Id: halshs-00084414**

**<https://shs.hal.science/halshs-00084414>**

Submitted on 7 Jul 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**1<sup>er</sup> Colloque international de Psychopathologie du lien social**  
**"Le sujet résiste-t-il à la nouvelle société de marché ?"**

Strasbourg, 16-18 mars 2006

**Assistons-nous à une intériorisation psychique du modèle de marché ?**  
**Table ronde présidée par Jean-Pierre Lebrun**

**Ingrid FRANCE**  
**Maître de Conférences en Economie**  
**Université Grenoble II**

Argument en débat :

*"C'est à une véritable intériorisation du modèle du marché que nous sommes en train d'assister - un événement aux conséquences anthropologiques incalculable, que l'on commence à peine à entrevoir. Du marché sexuel au marché politique, cette appropriation inconsciente a d'ores et déjà infléchi une large palette de comportements, mais elle travaille plus profond. C'est la constitution intime des personnes qu'elle contribue à remodeler. Du devoir de désintéressement qui définissait l'homme public à l'injonction tacite de s'aligner sur son intérêt propre, le pas est immense et les suites promettent d'être lourdes". (Marcel Gauchet, in *La religion dans la démocratie*)*

Un processus d'intériorisation du modèle de marché semble bien à l'œuvre, repérable dans les modalités de l'articulation entre les comportements et pratiques et l'organisation du social. Il s'agit de prendre la mesure de l'emprise de cette logique marchande et de comprendre par quels processus elle s'étend à tous les domaines de la vie en société et au vivant même, comment elle se traduit dans les modalités de subjectivation.

Selon Marcel Gauchet, ce n'est pas seulement à un infléchissement des comportements que nous assistons mais à une véritable rupture anthropologique, dès lors que c'est, au-delà, la définition de l'homme et de son rapport au monde qui est concernée.

Les pratiques et comportements conformés par le discours économique libéral et la logique marchande se caractérisent par la recherche calculée de l'intérêt individuel compris comme maximisation de la satisfaction dans la consommation. Le rapport aux choses devient prééminent sur le rapport des hommes entre eux et dans ce mouvement, le lien social se réduit à une transaction, dans un social qui s'organise selon un mode contractuel.

Le modèle contractuel conforme à l'ordre marchand renvoie en effet à une figure de transaction sans lien social, excluant toute dimension d'échange symbolique. La transaction contractuelle suppose des

individus sans subjectivité, transparents, dont les décisions et comportements ne relèvent que de processus conscients.

On trouve une illustration de la logique marchande poussée à l'extrême, intériorisée dans les comportements, se déployant dans un monde désinstitutionnalisé, dans le film des frères Dardenne, *L'Enfant*, palme d'or 2005. Les réalisateurs avaient le projet d' "*inventer des rapports entre personnages qui soient la radicalisation de ce que la réalité propose*"<sup>1</sup>. Le film nous invite à prendre la mesure d'un monde asymbolique, où les liens sont réduits à des connexions. Bruno, le personnage principal, vit de ses vols et trafics. Il est en mouvement permanent dans la sphère atemporelle des flux (de transports, de télécommunications, de transactions). Les appels reçus sur le téléphone portable rythment sa vie. Pour lui, se "situer" se réduit à se brancher, se connecter au flux d'une circulation effrénée, purement transactionnelle, horizontale, atemporelle, qui place tout au même plan. C'est la logique marchande poussée à l'extrême, c'est-à-dire au point où elle se clôt sur elle-même, devenant autoréférentielle et excluant ainsi toute position d'extériorité (notamment celle de l'Etat, de la loi). Le marché fait loi. Et Bruno "fonctionne" conformément à l'idéal type d'individu dans la théorie de l'échange marchand pur qui sous-tend le discours capitaliste libéral actuel. Il est mobile, flexible, réactif, ouvert à tous les branchements et toutes les variations identitaires. En témoignent les multiples changements de carte GSM, cette carte GSM qui fait office finalement de pièce d'identité – identité flottante. La préoccupation de recharger la batterie est omniprésente. Comme si c'est leur propre vie que les personnages rechargeaient, comme si la question de l'origine était ramenée à une charge de batterie. Bruno n'a aucune appartenance, aucun ancrage, aucune filiation. Il est tout entier dans cette circulation résiliaire, affranchi de toute forme d'échange symbolique.

Le monde décrit dans le film n'est pas mis en ordre généalogique, la question de l'origine et de la finalité est éludée, il n'y a pas de transmission. On notera l'attitude de Bruno quand, dans le butin d'un vol, il trouve une boîte contenant un testament : il leste la boîte, la ferme avec du fil de fer et s'en débarrasse en la jetant à l'eau. Le monde de Bruno exclut la précédence, la transmission, l'héritage. Les individus n'y sont pas organisés par un social préexistant.

Dans le monde asymbolique qui est le sien, Bruno ne peut pas être un sujet "institué", il ne peut pas être père. L'enfant, inscrit dans le mouvement des transactions, va devenir une valeur d'échange, une marchandise. Une marchandise qui peut s'acheter et se vendre comme n'importe quelle autre, une marchandise interchangeable ("Je pensais qu'on en referait un autre", dit Bruno à Sonia pour défendre son acte – comme on rechargerait un portable ?). Bruno va vendre l'enfant.

A partir de là, on suivra le cheminement de Bruno, sa prise de conscience. Cela passe, à la suite d'un événement, par la rencontre et la confrontation avec la Loi, celle qui organise la société, les rapports entre les personnes, et se dégager alors de celle du marché, qui organise la circulation des objets. Réflexion des réalisateurs : "*Sur le chemin de Bruno il y a la loi. Il vit quelque chose qui fait que la loi commence à exister pour lui, pour que les choses prennent du poids, qu'il soit enfin là, à l'arrêt, en dette, voyant pour la première fois ce qu'il fait, enfin capable de dire c'est moi*"<sup>2</sup>.

Ces pratiques et comportements qui s'affirment de plus en plus nettement en conformité avec les exigences propres au bon fonctionnement du modèle de marché relèvent d'une adhésion à un discours, d'une intériorisation des modèles et normes produits par ce discours. Le discours qui fonctionne actuellement comme discours dominant (le discours de la science, qui se décline comme discours économique libéral, discours des neurosciences, etc.) se fonde sur une certaine conception de l'homme et de son rapport au monde, conception qui se trouve promue et qui se réalise dès lors que la portée normative de ce discours dominant devient effective.

La conception de l'homme mobilisée dans le discours dominant est empreinte de l'idéal d'émancipation qui s'est élaboré dans la pensée utilitariste et, d'une certaine manière, dans la philosophie des Lumières.

<sup>1</sup> Luc Dardenne, *Au dos de nos images*, *Journal* 1991-2005, 12/1992

<sup>2</sup> *Au dos de nos images*, *Journal* 1991-2005, 01/2004

L'ordre ancien soutenu par la prédominance du religieux s'articulait à une conception de l'homme dont l'être se fonde sur les rapports de place (des hommes par rapport aux autres), le rapport aux choses étant secondaire. C'est en quelque sorte à un renversement de perspective que l'utilitarisme et la philosophie des Lumières vont conduire. La conception qui émerge est en effet celle d'un individu préexistant, existant en soi et pour soi, par lui-même, dont le statut est fondé sur le rapport aux choses, le rapport aux autres s'établissant comme conséquence de ce rapport aux choses. La tradition rousseauiste définit des individus séparés, entretenant un rapport "naturel" aux choses, et n'entrant en relation les uns avec les autres que dans un second temps. C'est le présupposé repris par Smith, fondateur de la théorie économique libérale : pour lui, les individus ne sont pas constitués par les relations aux autres, ils existent fondamentalement séparés d'autrui et c'est de cette position séparée qu'ils vont entrer en relation, relation médiatisée par le rapport aux choses. C'est donc l'économie qui détermine le social. Cette conception s'inscrit dans un idéal d'émancipation et d'autonomie de l'individu. L'avènement de la Raison s'est traduit par cette prééminence du rapport aux choses conçu comme "rationnel".

La pensée utilitariste prend appui sur le postulat suivant : est réel ce dont l'existence se vérifie par les sens. En tant qu'être sensible, l'homme ressent plaisir et douleur. A partir de là, ses actions sont déterminées par son intérêt individuel, qui consiste à maximiser son plaisir. L'utilitarisme considère ainsi que l'homme sait déterminer son intérêt individuel. Cela suppose que la conscience est la seule dimension de la pensée et de la décision. Cette conception est remise en cause par la psychanalyse, et, en économie, par Keynes, grand lecteur de Freud : *"Le monde n'est pas ainsi fait que les intérêts privés et collectifs coïncident nécessairement, et on ne saurait déduire des principes de l'économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé œuvre toujours au service de l'intérêt général. Il n'est même pas vrai que l'intérêt individuel soit généralement éclairé ; on voit plus souvent des individus qui ne sont ni assez instruits ni assez forts pour atteindre ne serait-ce que leurs buts égoïstes. En outre, l'expérience ne confirme pas que les individus sont toujours moins clairvoyants lorsqu'ils sont réunis en une unité sociale que lorsqu'ils agissent isolément"*.

L'utilitarisme rejoint la théorie économique libérale à travers la figure de l'homo-economicus, idéal type de cet individu égoïste et calculateur, maximisant sa satisfaction dans la consommation. L'homo-economicus considère ses fins en termes d'utilité, ce qui les place sur un même registre quantifiable et objectivable que les moyens. La valeur est mesurée par l'utilité, et, ainsi ramenée au registre du calculable, fonde tout un système d'équivalence généralisée qui rend possible l'extension sans limites de la logique marchande. La traduction des valeurs en besoins ouvre la voie à une organisation rationnelle de la satisfaction matérielle (fétichisme de la marchandise). La société se conçoit alors comme une organisation utilitaire dont l'économie constitue la base. Ainsi, la société devient subordonnée à la logique marchande.

C'est bien une conception de l'individu comme préexistant, doté par nature d'une existence "psychique", donc affranchi du désir d'exister, qui permet de ramener ce qui se joue dans les relations

au besoin et à l'intérêt. La modernité est dominée par l'idéal d'autonomie et s'oppose à la représentation de l'hétéronomie qui considère l'expérience d'autrui, l'altérité comme fondatrice de l'être. Cet idéal d'autonomie et la revendication qui en découle se traduiront par la délégitimation du religieux, puis, dans la période actuelle, du politique (désinstitutionnalisation, délégitimation de l'autorité).

C'est cette conception de l'individu qui est mobilisée dans les discours actuels, dominés par le positivisme et le scientisme. Ces discours se fondent sur l'idée d'un fonctionnement naturel, selon des lois naturelles préexistantes. La connaissance prend la forme d'une quête de la vérité "objective", qui consiste en un dévoilement de ces principes naturels. La prétention de la science à un savoir absolu et totalisant se révèle alors porteuse d'une dérive scientiste. Ce mouvement de naturalisation affecte l'ensemble des sciences humaines et sociales, et c'est toute la dimension de la signification et du symbolique qui se trouve rejetée.

Finalement, d'une certaine façon, c'est la question de l'homme, de la subjectivation qui est évacuée dans ce mouvement de naturalisation des sciences humaines. L'orientation de la biologie et de la sociologie positiviste au 19<sup>ème</sup> siècle a conduit à un "arraisonnement de la question de l'homme par une démarche strictement scientifique<sup>3</sup>".

A partir des années 70, il semble que l'on assiste à une articulation effective (au sens "qui produit un effet réel") entre le discours de l'autonomie individuelle qui s'actualise dans la revendication anti-autoritaire et le discours économique libéral qui opère sur une conception de l'individu associée à l'utilitarisme.

Jusqu'à la fin des années 70, le fonctionnement de l'économie est resté subordonné au politique et régulé dans un cadre institutionnel stabilisé. Mais le déploiement de la logique marchande suppose un "terrain" désinstitutionnalisé. C'est pourquoi l'emprise du modèle de marché est devenue possible à partir du moment où le discours économique - sous-tendu par la théorie libérale de l'autorégulation par le marché impliquant l'éviction du politique - a pu s'articuler avec le discours de l'autonomie et la revendication anti-autoritaire qui contribuent à délégitimer la médiation politique et institutionnelle. Les pratiques et comportements ont dès lors pu se conformer aux exigences de la logique marchande, à partir d'un idéal de liberté et d'autonomie conçus comme libre choix individuel indépendant, et de l'illusion de la satisfaction, de la plénitude dans la consommation. L'extension de la marchandisation procède d'un fétichisme de la marchandise, de l'objet de consommation, ainsi que d'un fétichisme de la "nouveau" qui perpétue un mouvement sans finalité. Le discours libéral entretient une confusion entre désir et besoin. L'insatisfaction, le manque, seraient ainsi l'expression d'un besoin réel qui peut être comblé dans la consommation d'un objet. La logique marchande est une logique de l'offre : c'est

---

<sup>3</sup> Robert Redeker, in *Nouvelles figures de l'homme*, 2004 : Le surgissement de la science dans l'anthropologie, autrement dit la naissance des sciences humaines, se manifeste par un travail de censure de la question de l'homme. Claude Bernard, au moyen de l'affirmation d'un strict déterminisme antifinaliste, censura la question de la vie, au profit de sa réduction au vivant. Par la suite la scientification de la biologie passa par la censure de la question vitaliste et finaliste au profit du fonctionnement physiologico-chimique des corps vivants.

l'offre qui crée la demande, qui définit un besoin. La théorie libérale est en effet une théorie de l'offre : c'est l'offre, la production de biens et services, qui constitue le moteur de la dynamique économique et la demande s'ajuste (contrairement à l'analyse keynésienne qui place la demande au point de départ du circuit macroéconomique).

L'interaction à l'œuvre entre le processus de désinstitutionnalisation et d'éviction de la médiation politique d'une part, et le déploiement d'une organisation du social fondée sur la logique marchande d'autre part, se traduit par la perte de substance du principe de l'intérêt général au fondement de la démocratie, ceci au profit de l'affirmation de préoccupations et d'intérêts privés. L'extension d'un système transactionnel et contractuel conforme aux exigences du modèle marchand participe de la dissolution du lien social en même temps qu'il se déploie dans ce contexte de désinstitutionnalisation. Ainsi, le politique se trouve délégitimé ce sont alors les modes de financement public qui sont remis en cause.

On peut repérer comment ce mouvement affecte notamment le système éducatif (précipitant alors le processus d'intériorisation du modèle marchand) : le financement par la collectivité devenant illégitime, l'éducation se voit contrainte de s'organiser en conformité avec le modèle marchand de l'offre et de la demande. C'est ainsi toute une logique clientéliste qui imprègne en particulier l'université, la détournant de sa fonction d'enseignement au profit de la distribution de techniques utiles à l'entreprise. Il ne s'agit plus de transmettre un savoir et les moyens d'une réflexion critique mais de rendre "opérationnel", "fonctionnel". L'enseignement devient mercantile, utilitariste, et s'organise selon un schéma offre / demande. Il ne s'agit plus de transmettre, d'apprendre à penser, à se forger une intelligence critique de la complexité du monde, mais de dispenser des connaissances techniques, des compétences spécialisées, autant de savoirs marchandisables. Dans ce système, la "demande", c'est-à-dire la préoccupation des étudiants, n'est pas de se donner les moyens de comprendre et penser le monde dans lequel ils vivent, encore moins d'acquérir un sens critique, mais bien d'ingurgiter des savoirs techniques utiles à l'entreprise, qui les rendront "employables". Le rapport au savoir devient purement utilitariste et fonctionnaliste. L'université s'inscrit dans cette logique marchande en se contentant de répondre à cette demande par une "offre", la plus attractive possible. Les enseignements sont conçus de plus en plus sur un plan technique et standardisé. Sont évacuées les dimensions épistémologiques, l'histoire de la pensée, dans chacune des disciplines enseignées. La temporalité de l'apprentissage n'a plus de sens dans ce qui se ramène à une distribution de compétences équivalentes. C'est tout un mouvement de désincarnation du savoir qui est ainsi à l'œuvre, réduisant l'enseignant à une posture technicienne. Cette tendance se trouve largement renforcée par l'introduction des nouvelles technologies dans l'enseignement.

Le système éducatif, renonçant ainsi à sa mission d'enseignement, de transmission de repères de sens et d'une capacité à construire une réflexion, une pensée critiques, contribue à fabriquer des individus malléables, perméables à tous les "dressages", des individus conformés qui se réduisent à leurs comportements, c'est-à-dire aux "réflexes conditionnés" du marché. On notera à ce propos le

glissement sémantique qui s'opère : on parle de "formation", d'offre de formations, plutôt que d'éducation, d'enseignement. Former vient du latin "formare" qui signifie donner l'être et la forme. C'est l'être même qui est en jeu, dans sa forme. Il s'agit de modeler en vue d'un usage, d'une mise en pratique. Dans le principe de formation continue, c'est l'ajustement, l'adaptation permanente qui est visée. Le terme éducation vient de "educere" (tirer de, conduire vers) et de "educare" (nourrir, prendre soin de). Cette double étymologie recoupe la distinction entre l'éducation publique et privée. Quant au terme instruction, il n'est plus guère utilisé, alors qu'il renvoie à la dimension du lien politique et de la citoyenneté. Instruire vient de "instruere", qui signifie insérer, bâtir, établir. Enseigner vient de "insignare", mettre une marque, faire signe vers. C'est bien l'idée de transmission de repères de sens que l'on retrouve dans les origines du terme. L'emploi de plus en plus fréquent du terme formation marque bien un glissement vers un registre gestionnaire et une perspective utilitariste d'ordre privé, alors que les termes instruction, éducation et enseignement appartiennent au registre du politique et de l'institutionnel.

C'est le même mouvement que l'on retrouve, avec des ressorts identiques, dans le domaine de la santé, où l'on voit se développer une offre de soin, en réponse à la demande de patients transformés en consommateurs, qui s'aligne de plus en plus sur un critère de rentabilité. Ce n'est pas un hasard si ces deux domaines sont concernés de façon similaire. Cette montée des intérêts privés, dès lors que l'on assiste à la perte de substance du principe de l'intérêt général, place au premier rang deux préoccupations : la santé et l'employabilité.

R. Redeker<sup>4</sup> analyse cette évolution comme une transformation de la démocratie en "doxocratie". En démocratie, le pouvoir est celui des idées et intérêts politiques du peuple (le pouvoir appartient au peuple en tant que chose politique), l'idéal démocratique s'appuie sur l'homme du peuple conçu comme citoyen politique ; en doxocratie ce sont les idées et intérêts non politiques, les passions domestiques, qui structurent l'activité politique (le pouvoir appartient aux idées du peuple en tant que chose privée), la doxocratie s'appuie sur un homme privé, consommateur. La gestion des préoccupations privées prend alors le pas sur l'intérêt général.

La démocratie relève d'un "gouvernement" de l'intérêt général et suppose le financement collectif de services publics associés à cet intérêt général ; la doxocratie relève d'une "gouvernance" des intérêts privés et c'est alors le modèle marchand qui s'impose. On notera la montée de ce terme "gouvernance", issu de l'univers sémantique de la gestion et du management, érigé en véritable solution miracle à toutes les difficultés associées à la confrontation d'intérêts divergents, alors que la médiation politique s'affaiblit.

On mesure ainsi que le processus d'intériorisation du modèle de marché ne se limite pas à un infléchissement des comportements vers une logique utilitariste. C'est, au-delà, la conception de l'homme, du sujet, qui est en cause, et les modalités du lien social qui se transforment, mettant à mal une organisation du social fondée sur la médiation politique dans le modèle de la démocratie.

---

<sup>4</sup> R. Redeker, *Nouvelles Figures de l'Homme*, 2004